Exclusions paysannes et marché international du travail

Henri Rouillé d'Orfeuil

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9740>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9740

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 17 janvier 2012

Pagination : 193-206

Référence électronique

Henri Rouillé d'Orfeuil, « Exclusions paysannes et marché international du travail », *Études rurales* [En ligne], 190 | 2012, mis en ligne le 09 janvier 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9740> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.9740

EXCLUSIONS PAYSANNES ET MARCHÉ INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Henri Rouillé d'Orfeuil

NOUS NOUS TROUVONS, un collègue, chercheur dans un Centre international de recherche agricole, et moi-même, dans la plaine indo-gangétique, dans une micro-exploitation d'un peu plus de 1/2 hectare de terres irriguées. Mon collègue me dit :

Nous perdons notre temps. En dessous de 25 hectares, c'est à des assistantes sociales qu'il faut faire appel, pas à des agronomes. On n'a rien à faire ici.

Pas besoin de calculette pour savoir que, pour qu'une exploitation fasse 25 hectares, il faut regrouper 50 exploitations de 1/2 hectare, ce qui revient, dans cette région, à garder sur place une famille, à proposer à un ou deux paysans de devenir ouvriers agricoles, et à demander aux 90 % des personnes restantes de partir. Je fais part à mon collègue de mon rapide calcul et de mes inquiétudes quant au devenir de la bonne quarantaine de familles évincées, vu l'état des périphéries urbaines et du marché du travail. Ce à quoi il répond :

Ce n'est pas mon problème. Je suis payé pour moderniser l'agriculture, la rendre

plus productive. Ils n'ont qu'à créer des emplois dans l'industrie ou les services. De toute façon, toutes ces familles sous-productives n'ont aucun avenir ici, et rien ne changera si elles ne sont pas mises dans l'obligation de se créer leurs emplois là où elles ont une chance d'avoir un avenir.

Ce sont là des propos d'une totale irresponsabilité quand on connaît l'état des villes et des périphéries urbaines de Mumbay (ex-Bombay) et de Kolkata (ex-Calcutta) et que l'on sait que plusieurs centaines de millions d'exclus sont déjà à la recherche d'un travail ou d'un revenu.

Le deuxième élément à l'appui de notre réflexion découle de la lecture du *draft* du rapport annuel 2008 de la Banque mondiale consacré à l'agriculture. Ce rapport est salué comme le retour en grâce de l'agriculture et de son rôle dans le développement économique. On y célèbre bien sûr la libéralisation, l'ouverture des frontières et la possibilité, pour les pays en voie de développement, d'exporter des produits agricoles, par exemple les haricots verts du Burkina Faso.

En Inde, qui n'est pas le moindre des pays du Sud, cette ouverture et cette compétition nouvelle avec des producteurs américains, brésiliens ou européens risquerait surtout d'évincer, de leurs propres marchés, des centaines de millions de paysans. Faut-il alors réfléchir à d'autres politiques ? Non, nous dit-on, il faut mettre en place de gigantesques programmes de formation professionnelle pour permettre à ces centaines de millions de paysans chassés par la pauvreté de trouver à s'employer. L'Inde est, d'ailleurs, le pays qui, en juillet 2008, a bloqué la négociation organisée dans le cadre de l'OMC alors que la

signature d'un nouvel accord agricole semblait imminente. L'Inde était indifférente aux attaques brésiliennes dirigées contre les subventions et les protections européennes, mais, évidemment, l'ouverture de son propre marché ne pouvait que l'inquiéter compte tenu des dégâts que cette ouverture allait occasionner dans ses campagnes. Aussi l'Inde a-t-elle demandé que, au cas où les prix sur le marché mondial viendraient à s'effondrer, elle puisse invoquer une clause de sauvegarde et dresser des barrières tarifaires. Le refus américain a bloqué la négociation. Depuis, cette négociation semble frappée de mort clinique.

Encore un mot sur le modèle macroéconomique d'équilibre général de la Banque mondiale qui sert de référence dans les négociations commerciales. C'est toute l'économie mondiale qui est mise en équation – plus de 20 000 équations –, mais avec l'hypothèse non déclarée d'un plein emploi généralisé qui encourage les évictions paysannes : au lieu de clignoter si 2 milliards de paysans étaient poussés hors de l'agriculture, le modèle crierait victoire dans la mesure où la productivité de ces paysans, considérée comme négligeable, augmenterait massivement puisqu'ils trouveraient immédiatement à se réemployer dans d'autres secteurs plus productifs, par la vertu d'un marché du travail qui peut, sans délai, fournir tous les emplois souhaités. Cette grossière erreur sur l'état des marchés du travail et, particulièrement, du marché international du travail, occulte le risque de voir apparaître une armée d'exclus durables de plusieurs milliards de personnes.

Nous sommes là en plein déni de l'un des grands problèmes contemporains : celui de

la gigantesque « trappe à pauvreté » liée à l'exclusion massive des paysans, qui constituent encore 40 % de l'humanité.

L'interface agriculture-marché du travail

À l'échelle mondiale, le travail agricole *stricto sensu* représente toujours près de 40 % du travail humain. Mais ce pourcentage d'actifs agricoles varie de 93 % pour le Bhoutan et le Burkina Faso à 1,7 % pour les États-Unis, en passant par 64 % pour la Chine et 3 % pour la France. Ces pourcentages, qui n'incluent pas le travail effectué en amont et à l'aval de la production agricole, font de l'agriculture le premier employeur au monde, et de loin. Mais, pour la plupart des esprits, la baisse de ce pourcentage semble aller de pair avec le progrès technique et l'évolution économique.

La gestion de l'emploi et la distribution des revenus constituent l'une des trois fonctions majeures de l'agriculture, à savoir sa fonction sociale, laquelle est peu considérée en tant que telle. En effet, le niveau de l'emploi agricole n'est perçu que comme le résultat de l'évolution de l'activité économique de l'agriculture. Ce qui retient surtout l'attention des responsables des politiques publiques et des négociateurs des accords internationaux, c'est cette fonction économique et, dans une moindre mesure, la fonction environnementale, à savoir la gestion des ressources naturelles, qui sont aussi les facteurs de production de l'exploitation agricole.

La communauté internationale compte sur l'agriculture pour relever trois défis planétaires : nourrir 9 milliards d'êtres humains ; gérer l'environnement et les ressources naturelles ; donner un travail rémunéré à 40 %

de la population active mondiale. Ces trois défis ne doivent pas être hiérarchisés : les défaillances économiques, environnementales et sociales sont aussi graves les unes que les autres, même si leurs conséquences apparaissent à plus ou moins brève échéance. La responsabilité du secteur agricole vis-à-vis de l'emploi et de la rémunération du travail est donc considérable : celle-ci doit être assumée et prise en compte par les diverses autorités concernées.

Cette question de l'emploi agricole n'est pas seulement une question agricole et peut-être pas même une question agricole en premier lieu. La plupart des organisations professionnelles, des chercheurs et des responsables des services publics liés à l'agriculture partagent une même vision des grandes lignes de la modernisation agricole et considèrent que c'est aux autres secteurs économiques de créer des emplois pour réinsérer les victimes de cette modernisation. L'idée qui occupe tous les esprits est que les paysans constituent une armée de réserve destinée à servir un jour ou l'autre l'industrie ou les services. L'histoire économique serait celle d'un transfert de travail du secteur agricole vers les autres secteurs, et celle d'un transfert de la campagne vers la ville. Au Brésil, par exemple, la petite agriculture est considérée par la plupart des responsables comme un à-côté de la vie économique et sociale qui permet d'occuper à bon compte une bonne partie de la population et de fournir à peu de frais une main-d'œuvre à la grande agriculture, seule à être perçue comme véritablement économique : celle des *fazendeiros*.

Ce transfert de travail s'opère grâce au marché du travail. Celui-ci n'a pas d'expression géographique ou institutionnelle : il permet simplement de rapprocher l'offre de la demande. Ce rapprochement peut se faire à l'échelle locale, régionale, nationale, voire, aujourd'hui, mondiale. Le marché du travail est un outil majeur de l'évolution de l'économie et de la géographie via la mobilité sectorielle et géographique du travail et des travailleurs. Pour qu'il puisse jouer son rôle historique dans la redistribution du travail, il convient que les flux entrants et les flux sortants de ce marché s'équilibrent avec un temps d'ajustement qui n'excède pas quelques mois. Au-delà apparaît un chômage structurel lourd de conséquences dans la mesure où, sauf s'il y a une prise en charge des chômeurs, ce que peu de pays peuvent se permettre, les personnes en situation d'exclusion sont prêtes à travailler à n'importe quelles conditions de droit et de rémunération, ruinant ainsi les efforts déployés pour atteindre l'objectif d'un « travail décent » que se sont fixé l'Organisation internationale du travail (OIT) et les organisations syndicales.

Dans son livre *La grande transformation* paru en 1944, Karl Polanyi situe la naissance du marché du travail moderne en Angleterre en 1834 :

C'est le dernier des marchés à être organisé dans le nouveau système industriel.

L'auteur explique comment les pauvres, assignés à résidence, en l'occurrence à leurs paroisses, par l'*Act of Settlement* (1662), étaient interdits de mobilité géographique. En 1795, la loi de Speenhamland a pris le relais

de cet *Act* et accordé aux pauvres des aides et des compléments de salaire pour qu'ils disposent d'un revenu minimum. C'est en 1834 qu'apparaît l'acte de naissance du marché du travail :

Si tout le monde voit dans la *Reform Bill* (loi de réforme de la loi électorale) de 1832 et le *Poor Law Amendment Bill* (amendement à la loi sur les pauvres) de 1834 le point de départ du capitalisme moderne, c'est parce qu'ils mirent fin au règne du propriétaire terrien charitable et à son système d'allocations. La tentative faite pour créer un ordre capitaliste dépourvu de marché du travail avait désastreusement échoué.

La loi de 1834 a supprimé les allocations et autorisé la mobilité des pauvres et ainsi permis la création, en Angleterre, d'un marché national du travail.

Un marché du travail déséquilibré et une pénurie d'emplois

Il existe aujourd'hui un véritable hiatus entre les flux entrants et les flux sortants du marché de l'emploi. Du côté des flux entrants, c'est-à-dire de la demande d'emploi, nous trouvons des actifs déjà en situation d'exclusion, des actifs issus de la croissance démographique et les futures victimes des processus de destruction d'emplois ; du côté des flux sortants, c'est-à-dire de l'offre d'emploi, nous trouvons des personnes bénéficiant de la création d'emplois ou d'activités économiques nouvelles et des personnes bénéficiant d'aides publiques ou privées, par exemple de retraites anticipées, de bourses de formation et de diverses formes d'indemnisation.

Nous reviendrons plus longuement sur les estimations qui peuvent être faites de chacun de ces flux, mais, d'ores et déjà, nous voulons attirer l'attention sur l'existence, au cœur de l'économie agricole, de puissants processus d'exclusion des paysans, à la fois de leurs terres et de leurs marchés. L'ouverture internationale du marché foncier et l'intégration internationale des marchés agricoles obligent en effet les agriculteurs de tous les pays, dont les capacités compétitives sont extrêmement inégales, à s'affronter pour la défense ou la conquête des parts de marché. La concentration foncière et celle des marchés agricoles entraîne une marginalisation ou une exclusion des compétiteurs les plus faibles. L'apparition d'une trappe à pauvreté se traduit par le développement de périphéries urbaines dépourvues des services essentiels et, dans les campagnes, de manière plus diffuse, par la prolétarianisation des paysans. L'ampleur de ces évolutions est difficile à mesurer, mais elle est facile à observer. L'accaparement des terres et la disparition des marchés domestiques sont devenus une question d'actualité. Les agriculteurs africains ont perdu une grande part de leurs marchés urbains, particulièrement dans les grandes villes. Les protections tarifaires sont dérisoires, alors que les produits alimentaires importés, souvent déjà subventionnés dans leurs pays d'origine, le sont une seconde fois à leur arrivée, comme la poudre de lait au Sénégal.

L'exode rural n'est pas un phénomène nouveau : il pouvait correspondre à la démarche volontaire d'agriculteurs espérant de meilleures conditions de travail et de vie ; il pouvait répondre à un besoin de transition vers des

économies plus industrielles ou encore à une évolution orchestrée par le marché de redistribution du travail entre les secteurs et les régions. Il n'y a pas lieu de s'alarmer de la diminution de la proportion des agriculteurs. Ce qui est inquiétant, c'est la disproportion entre les flux entrants et les flux sortants. Alors même que 1 à 2 milliards de personnes sont déjà piégées dans une trappe à pauvreté, les nouvelles hémorragies paysannes provoquées par l'exclusion risquent d'avoir des conséquences autrement dramatiques. Lors de la conférence « Reconciling poverty eradication and quality of the environment » organisée par l'AFD et l'IVE, qui s'est tenue les 27 et 28 juin 2011, le directeur exécutif de UN-Habitat s'inquiétait, à propos de l'Afrique, d'une urbanisation accélérée sans révolution industrielle.

De fait, nous fermons les yeux sur les « bombes atomiques » qui s'accumulent autour des villes des pays du Sud.

Définition et mesure de l'emploi

À l'échelle mondiale, les statistiques de l'emploi et du chômage sont très incertaines car le chômage ne se déclare que lorsqu'est mise en œuvre une politique de l'emploi et que sont distribuées des primes ou des aides qui obligent à définir des ayants droit. Sinon, à quoi bon se faire enregistrer comme chômeur ? D'ailleurs, dans les pays pauvres, tout le monde travaille soit dans une micro-exploitation, soit dans un microcommerce, soit sur une décharge municipale... Tout le monde, et particulièrement les femmes, travaille beaucoup et péniblement. Ici, une femme achète un paquet de cigarettes ou une

boîte d'allumettes pour revendre chaque cigarette ou chaque allumette à l'unité ; là, une femme parcourt 15 kilomètres avec, sur la tête, une petite bassine de haricots, pour gagner quelques francs CFA ou quelques gourdes haïtiennes. Difficile de dire à partir de quand on peut, à propos de ces activités informelles et ces rémunérations dérisoires, parler d'emplois ou d'équivalents-emplois.

Alors, comment définir un emploi ? Comment comptabiliser ? Il est en tout cas difficile de ne retenir que les emplois formels quand on veut étudier la question du travail et celle de la distribution des revenus en Afrique ou en Asie. Dans cette contribution, quand nous parlons d'emplois ou, plus exactement, d'équivalents-emplois, nous pensons plutôt aux activités économiques permettant de vivre ou de survivre. La Banque mondiale considère que 1,3 milliard de personnes vivent aujourd'hui en situation d'« extrême pauvreté », c'est-à-dire avec moins de 1,25 dollar par jour. Retenons ce chiffre de 1,3 milliard de personnes vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté et celui de 860 millions de personnes potentiellement actives (plus de 15 ans et moins de 65 ans) qui veulent aujourd'hui accéder à un emploi ou se créer un équivalent-emploi. Le rapport annuel de l'OIT « Tendances mondiales de l'emploi 2012 » propose un chiffre proche des 860 millions :

Le monde est confronté à un défi supplémentaire : celui de créer des emplois décents pour quelque 900 millions de travailleurs qui vivent avec leur famille en dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, essentiellement dans les pays en développement.

Au cœur des agricultures : de puissants processus d'éviction

De nombreux processus d'éviction ont existé et existent aujourd'hui encore. Historiquement, la spoliation des terres s'est développée à grande échelle lors de la colonisation foncière de continents entiers – les Amériques ; l'Océanie ; l'Afrique australe ; les pays du Maghreb. Dans d'autres contextes et à d'autres époques, on a pu invoquer des arguments ethniques ou religieux pour récupérer des terres ou interdire aux paysans l'accès à certains marchés. Avec le XX^e siècle apparaît la collectivisation des terres dans les pays socialistes, qui, du point de vue paysan, n'est rien d'autre qu'une spoliation du foncier et une prolétarianisation.

Aujourd'hui, des mécanismes d'éviction efficaces sont à l'œuvre dans l'économie agricole. Pas besoin de conquérir militairement des territoires pour priver les paysans de l'accès aux ressources, notamment à la terre, ou de l'accès au marché. Une majorité de paysans se trouvent pris dans une spirale de paupérisation et, quand ils sont petits propriétaires, dans une spirale d'endettement qui leur fait perdre leurs petits patrimoines hypothéqués.

Premier processus d'éviction : l'ouverture des marchés et la compétition qui en résulte, insoutenable pour les compétiteurs les plus faibles. Comment des paysans peu équipés, peu dotés en terres, peu soutenus par les politiques publiques, privés de soutien en termes de recherche, d'information et de formation, installés, qui plus est, dans des régions au climat difficile et aux sols dégradés pourraient-ils lutter face à des producteurs bénéficiant de

tous les avantages ? On évoque couramment les distorsions introduites par les subventions à l'exportation. Certes, mais malheureusement, c'est beaucoup plus grave que cela. Dans aucun domaine il n'y a d'égalité ou d'équité dans la compétition commerciale. La mise en compétition au sein d'un même grand marché de tous les agriculteurs du monde ne peut provoquer qu'un double mouvement de concentration des ressources, des marchés et du capital, d'un côté, et d'exclusion des paysans privés des biens nécessaires à l'action économique, de l'autre. Si la négociation commerciale engagée par l'OMC depuis 1994 et baptisée « cycle du développement » venait à aboutir sur la base d'une plus grande intégration des marchés, ce processus d'éviction ne ferait que s'amplifier. Mais, avec ou sans accord, la tendance est à l'intégration des marchés.

Deuxième processus d'éviction, qui s'est accéléré ces derniers temps : l'accaparement des terres. Des contrats portant sur des centaines de milliers d'hectares se négocient et se signent entre, d'une part, des groupes financiers ou les autorités de pays fortunés qui manquent d'espace agricole et, de l'autre, les responsables gouvernementaux de pays pauvres prêts à vendre ou à louer de grandes surfaces sans se soucier le moins du monde des exploitants qui travaillent sur ces terres. Les années 2008 et 2009, années des crises alimentaires qui ont vu flamber les prix agricoles, ont accéléré ces transactions spéculatives. Elles pourront ralentir si la conjoncture laisse entrevoir un retour sur investissement moindre. Mais la voie est tracée : le foncier est devenu une marchandise comme une autre, accessible à tous les investisseurs. Ces contrats

sont censés amener investissements, technologie et emplois, mais on oublie de parler de la destruction de l'emploi qui touche les producteurs privés de leurs terres.

Le troisième processus d'éviction est dû à la définition de normes, notamment sanitaires, impossibles à respecter dans la situation où se trouve la petite production. Ces normes interdisent aux petits producteurs d'accéder aux marchés des pays du Nord et, parfois même, aux marchés urbains de leurs propres pays.

Le paradoxe de ces mécanismes d'éviction – libéralisation des échanges, intégration des marchés agricoles, durcissement des normes sanitaires, ouverture des marchés fonciers – est qu'ils sont présentés sous un jour positif. Considérés comme des facteurs de progrès, ils sont encouragés par les politiques publiques nationales, par les politiques de coopération internationale et par les accords internationaux.

En mettant l'accent sur ces processus d'éviction, nous ne cherchons pas à occulter le fait qu'une proportion sans doute non négligeable des départs de l'agriculture tient à des aspirations positives et à des actes volontaires. L'espoir d'une migration réussie dans le monde urbain, c'est-à-dire aboutissant à une réinsertion économique et sociale, pousse de nombreux paysans à partir, notamment les jeunes. Mais quelles que soient leurs motivations, ces départs se traduisent par des arrivées sur le marché du travail.

Peut-on prévoir l'ampleur des dégâts ? À vrai dire, si l'intégration des marchés se poursuit et permet aux acteurs économiques de tous les pays d'accéder à tous les marchés agricoles, notamment au marché foncier, on

atteindra partout les taux d'agriculteurs que nous connaissons dans les pays développés, grosso modo 3 % comme en France. Encore que ces taux soient eux-mêmes évolutifs : selon Eurostat, l'Union européenne a perdu 20 % de ses exploitations agricoles entre 2003 et 2010.

Passer de 40 à 3 % d'agriculteurs dans la population mondiale d'ici à 2050 équivaut à évincer de la production agricole 2,6 milliards de personnes sur un total actuel de 2,8 milliards. Retenons ce chiffre, qui correspond au nombre d'entrées possibles sur le marché du travail des exclus de l'agriculture pour les quatre décennies à venir, tout en sachant que ce chiffre ne prend pas en compte la croissance démographique, que nous calculerons séparément.

Perspectives d'évolution du marché international du travail

Nous connaissons mal la photographie de la pauvreté et le scénario de la paupérisation. En effet, les statistiques sont trop imparfaites pour que nous puissions suivre l'évolution du marché du travail et en évaluer l'état actuel. Mais ce que nous savons, c'est que la question de l'emploi est, pour de nombreux peuples dans le monde, la première des préoccupations. Nous savons que la relative rareté de l'offre et le décalage qui existe entre les niveaux de rémunération et les conditions de travail provoquent des migrations internationales de travailleurs et des délocalisations-relocalisations d'activités économiques. Nous savons que, sans que les travailleurs ni les activités économiques ne se

déplacent, un différentiel dans le coût du travail se traduit par des différences de compétitivité entre les produits et que ce différentiel contribue à l'évolution de la carte de l'économie mondiale.

Les niveaux de pauvreté et la capacité des États à mener des politiques de solidarité nationale sont très variables. Même appauvris et endettés, les pays du Nord peuvent en effet développer des politiques d'assistance dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation ou du logement, mais rarement dans tous les domaines à la fois. En France, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, les négociateurs du « contrat social » ont choisi d'accorder la priorité à la gratuité de l'éducation et de la santé. Il en va différemment des pays pauvres, où les États, d'une extrême faiblesse, peinent à assumer leurs responsabilités régaliennes quand ils ne s'évanouissent pas purement et simplement, comme en Somalie ou dans certains pays du Sahel.

Nous connaissons mal la réalité de la pauvreté paysanne, même si nous pouvons l'apprécier en parcourant le monde. C'est un des mérites du programme RuralStruc du CIRAD, soutenu par l'AFD et la Banque mondiale, que d'avoir mené des enquêtes approfondies dans 26 régions de 7 pays du Sud. Au Mali, par exemple, les enquêtes ont été réalisées dans 4 régions présentant des situations géographiques et économiques différentes. Dans chaque région, les exploitations agricoles ont été classées en 5 quintiles. Il en ressort que, sur les 20 quintiles maliens, 1 seul dépasse légèrement le seuil de pauvreté de 1 dollar par jour et par personne.

Nous disposons de moins de données encore pour inscrire ces situations de pauvreté dans un processus de paupérisation et, en fin de course, d'exclusion. Alors que les grandes évolutions mondiales font le plus souvent l'objet d'une prospective, avec comme horizon l'année 2050, il existe très peu voire pas du tout de prospective concernant l'emploi et le marché international du travail. Il est sans doute impossible d'imaginer l'évolution de la création d'emplois, même à court terme, mais on peut néanmoins avoir une estimation des emplois qu'il faudrait créer au cours des quatre décennies qui nous séparent de 2050, pour permettre aux personnes en âge de travailler d'accéder à un emploi ou à un équivalent-emploi.

Créer 3,3 milliards d'emplois d'ici à 2050

Pour pouvoir prévoir la création d'emplois, il faudrait en effet considérer chaque secteur de production dans chaque pays. Ce qui est impossible. En revanche, nous pouvons prévoir l'évolution des flux entrants sur le marché international, en partant du principe que ce marché intègre les marchés locaux et nationaux. Pour ce faire, nous avons besoin de 3 chiffres : le chiffre des personnes déjà en situation d'exclusion (1,3 milliard) ; le chiffre de l'accroissement démographique (selon l'ONU, la population mondiale atteindra 9 milliards en 2050, soit 2 milliards de plus qu'aujourd'hui) ; le chiffre des personnes victimes de la destruction des emplois ou des équivalents-emplois (2,6 milliards, si nous nous limitons à la destruction des emplois agricoles).

À vrai dire, ces chiffres sont sous-évalués : les démographes tendent à revoir à la hausse la croissance démographique et parlent plutôt de 10 milliards de personnes pour 2050. Dans le même sens, limiter la destruction des emplois à l'emploi agricole et ignorer le petit commerce, l'artisanat et la fonction publique est approximatif, mais ce que nous cherchons ici, c'est moins la vérité des chiffres que la pertinence des raisonnements.

La somme des 3 chiffres nous donne un total de 5,9 milliards de personnes entrant sur le marché du travail. Pour en déduire le nombre de personnes en âge de travailler selon les normes internationales (plus de 15 ans et moins de 65 ans), il faut utiliser le ratio de dépendance (nombre d'inactifs/nombre d'actifs). Celui-ci s'établit aujourd'hui à 0,56 (28 % de la population mondiale a moins de 15 ans ; 8 %, plus de 65 ans). Ce ratio va évoluer, notamment à cause de la politique de l'enfant unique en Chine, lorsque les enfants uniques auront atteint l'âge adulte et devront soutenir deux parents inactifs, et à cause de l'avancée de la transition démographique en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et dans les pays à majorité musulmane. C'est donc 3,3 milliards d'actifs supplémentaires qui seront en demande de 3,3 milliards d'emplois nouveaux, formels ou informels, provenant du salariat ou de l'entrepreneuriat. Dans son rapport annuel de 2012, l'OIT indique que, sur les 4,6 milliards de personnes en âge de travailler aujourd'hui, seuls 2,8 milliards ont un emploi. Ce qui signifie que, d'ici à 2050, il faudrait créer une fois et demi plus d'emplois qu'il n'en existe aujourd'hui !

Ce chiffre astronomique de 3,3 milliards pose des questions cruciales pour les prochaines décennies : sera-t-il possible d'équilibrer les flux entrants et sortants du marché du travail ? Sur quels flux pourra-t-on agir ? S'il s'avère que la pénurie d'emplois va aller croissant, comment l'emploi va-t-il se répartir entre les pays et les secteurs ? Allons-nous tenir le travail pour un « bien public mondial » à gérer en partie au niveau mondial ? Peut-on imaginer un système de partage équitable du travail ? Sera-t-on en mesure d'assister une masse grandissante d'inactifs ou de chômeurs ? Si l'on considère que ce qui se profile pour 2050 est tout simplement irréalisable, quelle rupture pourrait se produire dans les histoires nationales ou dans l'histoire mondiale ? Quelles transitions seraient possibles vers des horizons plus réalistes ?

Ce chiffre, dont l'exactitude peut être contestée mais qui n'est pas incohérent eu égard aux statistiques de l'OIT, donne un ordre de grandeur suffisant pour lancer un cri d'alarme. La quasi-totalité des pays connaissent déjà cette pénurie d'emplois, mais, bien sûr, à des degrés différents et avec des caractéristiques variables. Dans le contexte d'internationalisation du travail et du marché du travail, cette pénurie ne peut que se renforcer. Citons quelques-unes des conséquences d'autant plus prévisibles qu'elles existent déjà : les diplomaties nationales s'affrontent de plus en plus sur la localisation de l'emploi ; l'extrême pauvreté des États et des personnes entraîne des phénomènes de piraterie (kidnapping au large de la Somalie, au Sahel ou en Haïti) et de trafics divers et, quand les idéologies et les religions s'en mêlent, de terrorisme ; faute de tirer un revenu suffisant de

l'exploitation raisonnable du milieu, les personnes en situation d'extrême pauvreté sont obligées de surexploiter le patrimoine naturel ; enfin, et c'est le cœur de notre propos, la présence d'une masse diffuse d'exclus ne bénéficiant d'aucune assistance désorganise le marché du travail et ruine l'espoir d'un travail décent.

Le rapport des flux entrants et sortants devrait être considéré comme un indicateur majeur de l'état de l'économie et de la société. Cet indicateur devrait informer les responsables politiques du besoin de régulation des différents flux. Premier flux : les exclus d'aujourd'hui, qui sont déjà demandeurs d'emploi. Si on veut éviter de les maintenir dans une situation d'assistance sans fin ou éviter de les voir mourir d'épuisement et de faim, il n'y a pas d'autre solution que de les aider à se réinsérer dans l'économie. Nous ne traiterons pas dans cet article du deuxième flux, celui qui provient de la croissance démographique. Sa régulation, sans doute nécessaire, est un sujet trop complexe pour être traité en quelques paragraphes. Notre attention se portera donc sur la régulation entre la création et la destruction d'emplois.

Créer des emplois mais aussi freiner la destruction des emplois agricoles

Le déséquilibre durable et cumulatif entre les flux entrants et les flux sortants du marché du travail oblige à poursuivre deux objectifs : accélérer la création d'emplois hors de l'agriculture et lutter contre les processus d'éviction et en faveur du travail décent. Avant d'aborder ces deux points, un mot sur les départs de l'agriculture.

Sortir de l'agriculture par la petite porte, celle de la paupérisation et de l'endettement, est très douloureux. D'abord, et nous y reviendrons, parce que cela n'ouvre sur rien, si ce n'est sur des périphéries urbaines et un marché du travail saturés. Mais aussi parce que quitter l'agriculture n'est pas seulement un échec professionnel : c'est une rupture dans une histoire familiale, foncière et paysanne, qui s'est perpétuée depuis la nuit des temps. C'est la raison pour laquelle, dans les régions du monde où l'exclusion frappe particulièrement, le taux de suicide des agriculteurs acculés à la faillite est très élevé. Ces transitions familiales, ratées ou impossibles, génèrent des situations dramatiques dont on a du mal à mesurer l'ampleur. La « *suicide belt* » entre les États de l'Andhra Pradesh et du Karnataka en Inde en est un parfait exemple. On y dénombre en moyenne 70 suicides par semaine, dus, pour l'essentiel, au « piège de la dette » qui se referme dans ces régions arachidières et cotonnières lorsque les prix, très volatiles, atteignent leur niveau le plus bas et que les emprunts ne peuvent être remboursés que par la cession de terres hypothéquées. Mais, si le départ est souvent dramatique, l'arrivée des exclus dans les bidonvilles, *favellas* ou *slums* l'est tout autant : il ne s'agit pas que d'un mauvais moment à passer, comme le laisserait penser le mot « transition ».

Entre les flux entrants sur le marché du travail, causés par ces hémorragies paysannes, et les flux qui en sortent, mesurés par les créations d'emplois, il y a une énorme différence, même dans les pays à fort taux de croissance, surtout si l'on ne retient que les

emplois à peu près décents et un tant soit peu formels. Cette différence est à l'origine de l'immense trappe à pauvreté qui a déjà piégé 1 bon milliard de paysans. Si les mécanismes d'exclusion venaient à se renforcer encore et encore, dans certaines régions du monde la situation deviendrait, non pas inacceptable – car elle l'est déjà – mais invivable, explosive et contagieuse. Comment l'espoir d'un travail décent pourrait-il se concrétiser lorsque des centaines de millions de travailleurs sont condamnés à travailler dans les pires conditions de droit et de rémunération ?

Cette situation tire vers le bas la rémunération et les droits du travail de tous, aussi bien les ruraux que les urbains. Elle encourage les délocalisations et prive l'économie de consommateurs. C'est aussi un facteur d'insécurité, de délinquance et de violence.

Le modèle européen de transition peut-il aujourd'hui servir de référence ?

Le transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs de l'économie serait une étape inévitable. C'est d'ailleurs ainsi que s'est écrite l'histoire européenne proposée comme référence universelle. Pourtant, la plupart des conditions qui ont permis à cette histoire de s'écrire n'existent plus aujourd'hui. Cette histoire européenne ne peut servir de modèle aux pays encore fortement paysans – ces derniers représentent encore près de 60 % de la population totale en Afrique et en Asie.

Quelques éléments tirés de l'histoire française permettront d'illustrer cette différence de contexte.

Premièrement, ce processus s'est déroulé sur plus de cent cinquante ans, puisque c'est en 1840 que la France comptait 60 % de paysans. En chiffres absolus, la population agricole a, en France, atteint son maximum entre 1850 et 1860.

Deuxièmement, la transition démographique a débuté en France vers 1750. En Europe, elle a duré près de deux siècles, avec une période de forte croissance qui s'est équilibrée lorsque la baisse de la natalité a rejoint la baisse, antérieure, de la mortalité.

Troisièmement, près de 60 millions d'Européens, dont un grand nombre de paysans, ont pu émigrer, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, vers de nouveaux mondes et de nouvelles terres.

Quatrièmement, nous avons connu deux guerres mondiales qui ont tué beaucoup de paysans, ce qui, évidemment, est regrettable, mais a modifié le profil démographique des campagnes.

Cinquièmement, depuis le XIX^e siècle, une excellente école républicaine a pu former des générations de jeunes paysans et leur fournir les compétences et les diplômes pour quitter la terre dans de bonnes conditions.

Sixièmement, il y a eu de longues périodes de croissance forte et, surtout, fortement créatrices d'emplois, conséquence de la révolution industrielle et de la réalisation de grands travaux d'infrastructure.

Septièmement, des politiques publiques, notamment sociales, ont pu être mises en œuvre pour accompagner ces transferts de travail et permettre aux travailleurs plus âgés de partir à la retraite.

Huitièmement, enfin, la résilience de l'agriculture moderne a diminué : le modèle agricole et le régime commercial sont, malgré les apparences, devenus plus fragiles, notamment à cause de la lourdeur des investissements, de l'ampleur de l'endettement et de la volatilité des prix.

Ces différentes raisons expliquent pourquoi cette transition s'est produite sans donner lieu à l'installation durable d'un chômage structurel. Celui-ci n'est apparu en France que dans la seconde moitié des années 1970. En face du trop plein de main-d'œuvre agricole il y avait des demandes équivalentes et même supérieures puisqu'il y a eu, tout au long de cette transition, un fort courant d'immigration provenant successivement d'Europe de l'Est, d'Europe du Sud, des pays du Maghreb et d'Afrique noire.

Ces conditions n'existent plus. La transition européenne ne peut servir d'exemple à l'Afrique et à l'Asie, qui doivent réaliser leurs propres transitions démo-économiques dans un contexte plus mondialisé et plus compétitif.

Les raisons de ce silence relatif sur les exclusions paysannes

Si cette question de la gestion de 40 % du travail humain est centrale dans l'évolution de l'économie mondiale, on peut se demander pourquoi elle n'est pas abordée comme le sont les questions de la faim, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Nous avons déjà évoqué la première raison : elle tient à ce que l'on voit la transition démo-économique comme un passage obligé vers les étapes supérieures du développement économique. Il faut en passer par là,

et tant pis s'il faut sacrifier la ou les prochaines générations ! Il n'y a pas lieu de débattre de cette évolution jugée inéluctable.

La deuxième raison est liée à l'existence de deux mondes séparés, qui n'ont aucun intérêt à se rapprocher. D'un côté du transfert de travail, il y a le monde de l'agriculture avec ses syndicats, ses ministères, ses centres de recherche et ses organisations internationales ; de l'autre, il y a d'autres syndicats, d'autres ministères, d'autres centres de recherche et organisations internationales, et ces deux mondes communiquent peu.

Au Bureau international du travail (BIT), quand on parle d'agriculture on pense essentiellement aux salariés agricoles. Le BIT repose sur trois collèges : des organisations patronales, des syndicats de salariés et des gouvernements. Les organisations agricoles ne participent donc pas à la gouvernance de l'institution, ce qui est dommage parce que, dans la mesure où elles représentent 40 % du travail mondial, cela éviterait d'avoir une vision hémiplegique du marché du travail et amènerait le BIT à s'intéresser non pas seulement à la création d'emplois mais aussi à leur destruction.

Du côté des agriculteurs, on est pris entre deux sentiments ou deux logiques : d'un côté, la solidarité entre les producteurs ; de l'autre, le besoin et l'envie de moderniser et d'agrandir l'exploitation agricole, ce qui, pour une partie des paysans, signifie le départ vers d'autres activités ou vers une retraite méritée. En fait, les organisations agricoles sont gouvernées par une logique de modernisation et d'agrandissement des exploitations, ce qui suppose des incitations ou des aides au départ. Évidemment ce raisonnement n'a guère de sens en Afrique ou en Asie.

Du côté des non-agriculteurs, on n'a toujours pas fait le lien entre les exclusions paysannes, la désorganisation du marché du travail et le blocage du travail décent. Les syndicats de salariés devraient être les premiers à réclamer la mise en œuvre de politiques agricoles fortes permettant de limiter les exclusions paysannes dans les pays à fort taux de chômage. Il n'en est rien.

Vers une nouvelle alliance

Alors comment faire apparaître cette question historique de l'exclusion de plusieurs milliards de personnes et du déséquilibre entre les flux entrants et les flux sortants ? Comment lui donner toute sa place dans la conscience contemporaine et dans le débat public ? Comment faire en sorte qu'elle soit prise en compte par les stratégies des producteurs, les politiques publiques et les négociations internationales ?

La prise en compte des exclusions paysannes n'aura lieu que lorsque se rapprocheront ceux qui, dans le monde agricole, militent pour des agricultures à haute valeur sociale et environnementale et ceux qui, dans le monde économique, militent pour le travail décent.

Quoi qu'il en soit, il nous faut mettre l'emploi et le marché du travail au centre de nos analyses, donner des chiffres qui parlent d'eux-mêmes, dire les drames et les dangers liés au gonflement d'une bulle de pauvreté et de précarité. Dans la conjoncture actuelle, il faut se battre sur deux fronts : celui de la création d'emplois, et celui de la lutte contre la destruction du travail dans l'agriculture. Les défenseurs du travail décent doivent interpellier les autorités chargées de concevoir les

politiques agricoles et les diplomates chargés de négocier les accords internationaux, et doivent leur demander de considérer la gestion responsable du travail agricole comme un objectif en soi.

Dans le domaine de l'emploi agricole comme dans d'autres, une régulation des flux est nécessaire. Il ne s'agit ni d'interdire les mouvements ni de se focaliser sur le chiffre de 40 % de paysans dans le monde. Il s'agit d'œuvrer pour que les flux s'équilibrent. Le seul moyen d'y parvenir est de permettre aux agriculteurs de vivre de leur métier, d'être rémunérés de façon décente, de prendre en compte la question de l'emploi dans la recherche des voies de modernisation et s'attaquer aux processus d'exclusion ou, au moins, ne pas les encourager.

Les retrouvailles des fonctions économiques, sociales et environnementales dans les exploitations agricoles, les politiques publiques et les accords internationaux ne seront possibles que si l'agriculture retrouve le chemin d'une diversité répondant à la diversité des milieux. Il est donc peu pertinent de penser qu'un nouveau modèle doit se substituer au modèle para-industriel qui règne aujourd'hui encore dans les esprits, si ce n'est dans les faits.

Nous pouvons avancer quelques principes qui permettraient d'évoluer vers des agricultures productives à haute valeur sociale et environnementale : repenser le rapport entre le capital et le travail dans les fonctions et les systèmes de production agricole ; substituer des pratiques biologiques aux techniques chimiques et mécaniques ; adapter les systèmes

de production aux milieux naturels plutôt que vouloir artificialiser ces milieux ; donner un accès aux ressources et aux facteurs de production, notamment au foncier et au crédit, qui soit compatible avec l'objectif de valorisation du travail ; rémunérer décemment le travail agricole, c'est-à-dire veiller au niveau des prix et à leur stabilité ; incorporer de la valeur ajoutée non agricole dans l'activité agricole ; rémunérer les externalités sociales et environnementales liées au travail agricole...

Nous savons depuis longtemps que les agricultures doivent être productives, qu'elles doivent livrer des produits sûrs ou, pour le moins, non toxiques. Nous savons depuis peu qu'elles doivent avoir une haute valeur

environnementale. Nous devons maintenant admettre qu'elles doivent aussi avoir une haute valeur sociale, c'est-à-dire avoir le souci du « travail décent » qui devrait concerner toutes les exploitations du monde, et les moyens de gérer de manière responsable et durable le grand nombre d'humains investis dans l'activité agricole.

Le marché du travail doit redevenir le moteur de la transformation de l'économie et de la géographie mondiales et doit cesser d'être un gigantesque cul-de-sac. Il doit devenir l'un des principaux tableaux de bord de l'économie et de la société qui fourniraient les indications nécessaires à ceux qui définissent les politiques agricoles.

Résumé

Henri Rouillé d'Orfeuil, *Exclusions paysannes et marché international du travail*

L'auteur propose ici quelques réflexions sur l'interface entre l'agriculture et le marché, aujourd'hui international, du travail. Beaucoup d'économistes perçoivent l'emploi agricole comme un réservoir de main-d'œuvre mobilisable par les autres secteurs de l'économie, donc, comme une variable d'ajustement régulée par le marché du travail. Or, aujourd'hui, cette régulation par la mobilité sectorielle et géographique ne fonctionne plus. La grande majorité des paysans ne quittent plus l'agriculture pour une offre d'emploi ou pour une perspective d'insertion dans un autre secteur mais en raison de la paupérisation qui touche le cœur du monde agricole et aboutit à des situations d'exclusion. En effet, des processus de concentration sont apparus, qui, dans les continents à majorité paysanne, induisent l'arrivée massive sur le marché du travail des exclus de l'activité agricole.

Mots clés

marché international du travail, création et destruction d'emplois, exclusions paysannes, agricultures productives à haute valeur sociale et environnementale